

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Acte d’engagement

Lots :

 01 - Travaux d'infrastructure

 02 - Travaux d’éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d’enfouissement des réseaux

Objet de l’accord-cadre

Accord cadre multi-attributaire de travaux d'infrastructure, d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d'enfouissement

Maître d’ouvrage

Vallée Sud - Grand Paris (92)

Adresse : 28 rue de la Redoute 92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Référence de la délibération autorisant la signature de l’accord-cadre :

Procédure de passation

Accord-cadre passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique et selon la procédure d’appel d’offres ouvert en application des articles R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

Service Finances du Territoire Vallée Sud – Grand Paris

28 rue de la Redoute – 92 260 Fontenay-aux-Roses

Comptable public assignataire des paiements

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l’organisme désigné ci-dessus.

Contrôle de légalité

Transmis en préfecture le :

Notification de l’accord-cadre

Date de notification :

Sommaire

[1. Objet de l’accord-cadre 4](#__RefHeading___Toc1327_75659778)

[1.1 Nomenclature 4](#__RefHeading___Toc1329_75659778)

[2. Intervenants à l’accord-cadre 4](#__RefHeading___Toc1331_75659778)

[2.1 Maître d’ouvrage 4](#__RefHeading___Toc1333_75659778)

[2.1.1 Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances 4](#__RefHeading___Toc1335_75659778)

[2.1.2 Comptable public assignataire des paiements 4](#__RefHeading___Toc1337_75659778)

[2.2 Contractant 5](#__RefHeading___Toc1339_75659778)

[3. Durée de l’accord-cadre et reconduction 6](#__RefHeading___Toc1341_75659778)

[3.1 Durée de l’accord-cadre 6](#__RefHeading___Toc1343_75659778)

[3.2 Reconduction 6](#__RefHeading___Toc1345_75659778)

[4. Prix 6](#__RefHeading___Toc1347_75659778)

[5. Signature du candidat 7](#__RefHeading___Toc1349_75659778)

[6. Approbation de l’offre d’accord-cadre 7](#__RefHeading___Toc1351_75659778)

1. Objet de l’accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux d’infrastructure (lot 1), d’éclairage public, et de signalisation lumineuse tricolore et d’enfouissement des réseaux (lot 2).

Il est divisé en lot(s) :

* Lot n°01 : Travaux d'infrastructure
* Lot n°02 : Travaux d’éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d’enfouissement des réseaux
  1. Nomenclature

|  |  |
| --- | --- |
| **Lot n°01 –** Travaux d’infrastructure : | |
| **CPV principal :** | 45232410-9 – Travaux d'assainissement |
| **CPV secondaires :** | 45223000-6 – Travaux de construction d'ouvrages  45233140-2 – Travaux routiers |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lot n°02 –** Travaux d’éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d’enfouissement des réseaux **:** | |
| **CPV principal :** | 45316110-9 – Installation de matériel d'éclairage public |
| **CPV secondaire :** | 45316212-4 – Installation de feux de circulation |

1. Intervenants à l’accord-cadre
   1. Maître d’ouvrage

**Vallée Sud - Grand Paris (92)**

Adresse : 28 rue de la Redoute 92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Téléphone : +33 0186631428

Mail : lina.barrera-camelo@valleesud.fr

Représenté par : **Carl SEGAUD**, Président.

* + 1. Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

Service Finances du Territoire Vallée Sud – Grand Paris

28 rue de la Redoute – 92 260 Fontenay-aux-Roses.

* + 1. Comptable public assignataire des paiements

Madame la Trésorière Principale

28 rue de la Redoute – 92 260 Fontenay-aux-Roses.

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l’organisme désigné ci-dessus.

* 1. Contractant

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

* JE M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
* J’AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.
* JE CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que les sous-traitants proposés sont également titulaires de polices d’assurances garantissant les responsabilités qu’ils encourent.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l’attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

¨ **Le signataire :**

¨ s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

¨ engage la société ........................................... sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

¨ **Le mandataire (1):**

¨ du groupement solidaire

¨ solidaire du groupement conjoint

s’engage pour l’ensemble des prestataires groupés désignés dans l’annexe ci-jointe **(2)** à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat **(3)** :

……………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

Adresse de l’établissement :

…………………………………………………………………………………………………………...

...…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………...

Adresse du siège social *(si différente de l’établissement)* :

…………………………………………………………………………………………………………...

.…………………………………………………………………………………………………………..

………………………………………………………………………………………………………...…

Adresse électronique : ..............................................................................................................

Téléphone : ...................................................

SIRET : .........................................................

APE : ............................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : .........................................................

Références bancaires :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

1. Durée de l’accord-cadre et reconduction
   1. Durée de l’accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans.

Il prendra effet à compter de la notification qui en sera simultanément faite à chacun de son ou ses titulaires.

* 1. Reconduction

L’accord-cadre ne sera pas reconduit.

1. Prix

**Accord-cadre à marchés subséquents avec un maximum fixé en valeur.**

Les offres rendues dans le cadre des Marchés subséquents devront nécessairement présenter des prix inférieurs ou conformes au Bordereau de Prix Cadre (BPC) du présent accord-cadre sous peine d’être déclarées irrégulières. Le prestataire est rémunéré par le pouvoir adjudicateur sur les bases des prix unitaires tels que fixés au stade des marchés subséquents aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur

* **Pour le lot n°01 –Travaux d'infrastructure :**

Le montant maximum de l’accord-cadre en valeur est de :

Montant HT : 120 000 000,00 €

Montant TTC : 144 000 000,00 €

TVA au taux de 20,00 %

Montant TTC (en lettres) : cent quarante-quatre millions euros

* **Pour le lot n°02 – Travaux d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d’enfouissement des réseaux :**

Le montant maximum de l’accord-cadre en valeur est de :

Montant HT : 20 000 000,00 €

Montant TTC : 24 000 000,00 €

TVA au taux de 20,00 % :

Montant TTC (en lettres) : vingt-quatre millions euros

En cas de groupement, la répartition détaillée des prestations à exécuter par chacun des membres du groupement et le montant de l’accord-cadre revenant à chacun sont décomposés dans l'annexe ci-jointe.

La modification de la répartition financière entre les cotraitants de l’accord cadre sera actée par voie d’ordre de service dans les conditions indiquées à l’article 2.9 du CCAP.

1. Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l’acte d’engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

Nom, prénom et qualité du signataire :

A :

Le :

Mention(s) manuscrite(s)

*"Lu et approuvé"*

Signature(s) du titulaire, mandataire, (ou des) prestataire(s) :

1. Approbation de l’offre d’accord-cadre

**Le présent accord-cadre se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessous :**

Les sous-traitants proposés dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d’engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

**Est acceptée la présente offre pour valoir acte d’engagement du présent accord-cadre.**

A :

Le :

Le pouvoir adjudicateur,

#signature#

Annexe à l’acte d’engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Pouvoir adjudicateur : Vallée Sud - Grand Paris (92)

* Désignation de l’acheteur :

* Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

Objet de l'accord-cadre :

**Objet de la consultation : Accord cadre multi-attributaire de travaux d'infrastructure, d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d'enfouissement**

 Lot n°01 – Accord cadre multiattributaires de travaux d'infrastructure

 Lot n°02 – Accord cadre multiattributaires de travaux d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d’enfouissement des réseaux

Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

 Un document annexé à l’offre du soumissionnaire.

 Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution de l'accord-cadre).

 Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du ………..

Identification du soumissionnaire ou du titulaire

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

En cas de groupement momentané d’entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

Identification du sous-traitant :

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne) :

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du Code de la commande publique)?

 OUI  NON

Nature des prestations sous-traitées :

**Nature des prestations sous-traitées** :

**Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ……………

La durée du traitement est : ……………..

La nature des opérations réalisées sur les données est : ………………….

La ou les finalité(s) du traitement sont : ……………

Les données à caractère personnel traitées sont : ………………

Les catégories de personnes concernées sont : ………………….

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

 Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

 Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l’article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Prix des prestations sous-traitées :

**Montant des prestations sous-traitées** :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

**a)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : …………………………………..

- Montant HT (€) : …………………………..

- Montant TTC (€) : …………………………

**b)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l’article 283-2 nonies du Code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)

- Montant hors TVA (€) : …………………………..

**Modalités de variation des prix** :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir **droit au paiement direct** (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du Code de la commande publique)**:**

 OUI  NON

Condition de paiement :

Références bancaires :

(Joindre un IBAN.)

IBAN :

BIC :

Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance :  OUI  NON

Capacités du sous-traitant :

Nota : ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l’acheteur les exige et qu’ils n’ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandés par l’acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Attestations sur l’honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure :

**Le sous-traitant déclare sur l’honneur** (\*) ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (\*\*).

Afin d’attester que le sous-traitant n’est pas dans un de ces cas d’interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : 

(\*)Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l’hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il devra prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public.

**Documents de preuve disponibles en ligne** :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

**1ère hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial.**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

 Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2ème hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif :**

 Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

**OU**

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A …………………., le ………………………… A …………………., le …………………………

Le sous-traitant : Le soumissionnaire ou le titulaire :

………………………… …………………………

Le représentant de l’acheteur, compétent pour signer l'accord-cadre, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le …………………………..

Le représentant de l’acheteur :

Notification de l’acte spécial au titulaire

En cas d’envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A ……………………….., le ……………………………..

Annexe à l’acte d’engagement

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

*Remplir un exemplaire par co-traitant :*

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

...............................................................................................................................................

Adresse de l’établissement :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse du siège social (si différente de l’établissement) :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse électronique : ................................................

Téléphone : ................................................

Télécopie : ................................................

SIRET : ................................................ APE : ................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : ...........................................................

Accepte de recevoir l’avance :

¨ Oui

¨ Non

Références bancaires :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Désignation de l’entreprise | Prestations concernées | Montant H.T. (€) | Taux T.V.A. | Montant T.T.C. (€) |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
|  | *Totaux* |  |  |  |